ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 16 décembre 1968, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "autorisant l'attribution par voie de concours de recrutement de grades n'appartenant pas aux rangs 10, 20, 30 et 40", a donné le 23 décembre 1968 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e december 1968 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "waarbij machtiging wordt verleend tot de toekenning, bij wege van een vergelijkend wervingsexamen, van graden die niet tot rangen 10, 20, 30 en 40 behoren", heeft de 23e december 1968 het volgend advies gegeven :

OBJET DU PROJET.

Le projet a pour objet de déterminer le mode de collation de certains grades aux services du Premier Ministre.

Il s'agit :

a) d'une part, pour l'administration attachée au Comité supérieur de contrôle, des grades de commissaire de troisième classe et de commissaire de travaux de troisième classe, lesquels sont classés au rang 22 ;

b) d'autre part, pour tous les services du Premier Ministre, des grades de classeur et de messager-huissier, lesquels sont classés au rang 41.

Le projet tend à soumettre au recrutement au concours les uns et les autres des grades indiqués, en application des dispositions énoncées respectivement au 1° et au 2° de l'article 20, alinéa 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964.

OBSERVATIONS GENERALES.

En tant que le projet a trait aux grades de commissaire de troisième classe et de commissaire de travaux de troisième classe, il appelle des observations générales.

A. Les agents titulaires de ces grades font partie de l'administration attachée au Comité supérieur de contrôle.

.../...

Un arrêté royal du 25 avril 1958 (1), modifié par les arrêtés royaux des 19 octobre 1959 et 18 juin 1963, avait établi des règles particulières pour le personnel de ladite administration. Les membres de ce personnel ont la qualité d'agent de l'Etat ; l'arrêté du 25 avril 1958 ne les avait pas entièrement soustraits à l'application du statut du 2 octobre 1937, mais simplement soumis à certaines règles particulières en matière de recrutement et d'avancement. Ces règles n'étaient pas conformes aux règles nouvelles établies dans les mêmes matières par l'arrêté royal du 16 mars 1964. Elles ont par conséquent été abrogées par l'article 9 de ce dernier arrêté. Dans son avis sur le projet qui allait devenir l'arrêté royal du 16 mars 1964, le Conseil d'Etat a cité l'arrêté royal du 25 avril 1958 parmi les arrêtés touchés par la disposition abrogatoire à caractère général qui était prévue (2).

En matière de recrutement et d'avancement, les agents de l'administration attachée au Comité supérieur de contrôle ne sont donc plus régis par les règles particulières qui avaient été établies par l'arrêté royal du 25 avril 1958 mais par les règles de droit commun contenues dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, et les arrêtés qui le complètent.

.../...

---

(1) Arrêté royal du 25 avril 1958 relatif au recrutement et à l'avancement du personnel attaché au Comité supérieur de contrôle.

(2) Avis reproduit par extraits dans l'Instruction générale du 31 juillet 1964 donnée par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique (Moniteur belge du 10 novembre 1964, p.p. 11.782 à 11.784, spécialement p. 11.783).

Les dispositions dudit arrêté du 25 avril 1958 qui n'ont pas directement pour objet de déterminer les modes de recrutement et d'avancement des agents de l'administration attachée au Comité supérieur de contrôle paraissent avoir été elles aussi abrogées de manière implicite ou faire double emploi avec des dispositions nouvelles, notamment avec celles qui sont contenues dans l'arrêté royal du 16 novembre 1967 établissant une barrière à la promotion et au changement de grade, entre l'administration attachée au Comité supérieur de contrôle et les autres administrations des services du Premier Ministre. Il appartient dès lors au Gouvernement d'examiner s'il n'y a pas lieu de prendre un arrêté abrogeant de manière expresse l'arrêté du 25 avril 1958 en toutes ses dispositions.

B. Si le projet institue le recrutement au concours pour la nomination aux grades de commissaire de troisième classe et de commissaire de travaux de troisième classe, c'est pour le motif que ces grades sont actuellement les moins élevés dans la hiérarchie des grades de commissaire.

Tel qu'il avait été fixé par l'arrêté royal du 16 janvier 1963, le cadre organique de l'administration attachée au Comité supérieur de contrôle comprenait des emplois de commissaire adjoint et de commissaire adjoint des travaux. Le nouveau cadre fixé par l'arrêté royal du 4 septembre 1967 ne prévoit plus d'emplois correspondant à ces derniers grades. L'arrêté royal du 11 octobre 1968 modifiant et complétant l'arrêté royal du 17 mars 1967 fixant les échelles des traitements des grades particuliers aux services du Premier Ministre indique les grades de "commissaire adjoint" et de "commissaire adjoint des travaux" parmi les grades supprimés.

.../...

Néanmoins, le nouveau tableau des grades établi par l'arrêté royal du 5 avril 1968 comprend encore, au rang 21, la mention de ces grades.

Pour éviter des confusions et maintenir son utilité au tableau des grades, il importe de ne le modifier que de manière expresse. Il y a donc lieu de prendre un arrêté supprimant, avec effet au 1er juillet 1967, la mention des grades de "commissaire adjoint des travaux" et de "commissaire adjoint" dans le tableau annexé à l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 5 avril 1968.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Préambule.

Il y a lieu de viser en tête du préambule l'article 66, alinéa 2, de la Constitution, qui constitue le fondement légal du projet.

Il y a également lieu d'énoncer les motifs des dispositions, de manière plus précise que ne le fait le considérant formant l'alinéa 2 du préambule du projet.

La proposition du Ministre de la Fonction publique implique nécessairement que celui-ci donne son accord à toutes les dispositions du projet et même qu'il les fait siennes. Il est donc superflu et même illogique de faire mention à l'alinéa 5 du préambule, de l'accord de ce Ministre.

*
* *

Le projet appelle en outre quelques observations de pure forme qui n'exigent aucun commentaire et dont il a été tenu compte dans le texte ci-après :

ARRETE ROYAL FIXANT LE MODE DE COLLATION DE CERTAINS GRADES AUX SERVICES DU PREMIER MINISTRE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution ;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, notamment les articles 6 et 20 ;

Considérant d'une part que la nature des fonctions de commissaire de troisième classe et de commissaire de travaux de troisième classe requiert la possession d'aptitudes particulières à vérifier par une épreuve et, d'autre part, qu'aux services du Premier Ministre, les grades de classeur et de messager-huissier ne sont pas susceptibles d'être attribués par promotion ;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale des services du Premier Ministre en ce qui concerne les grades de classeur et de messager-huissier ;

.../...

Vu l'avis du Conseil du personnel du Comité supérieur de contrôle en ce qui concerne les grades de commissaire de troisième classe et de commissaire de travaux de troisième classe ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de Notre Ministre de la Fonction publique,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Sont conférés par la voie d'un concours de recrutement :

a) dans l'administration attachée au Comité supérieur de contrôle, les grades de commissaire de troisième classe et de commissaire des travaux de troisième classe, classés au rang 22 ;

b) dans tous les services du Premier Ministre, les grades de classeur et de messager-huissier, classés au rang 41.

... (la suite comme au projet) ...

DOEL VAN HET ONTWERP.

Het ontwerp strekt tot het bepalen van de wijze waarop sommige graden bij de diensten van de Eerste Minister worden toegekend.

Die graden zijn :

a) voor de aan het Hoog Comité van toezicht verbonden administratie, de graden van commissaris derde klasse en commissaris van werken derde klasse, alle ingedeeld bij rang 22;

b) voor alle diensten van de Eerste Minister, de graden van klasseerder en bode-kamerbewaarder, ingedeeld bij rang 41.

De bedoeling is dat de werving in al die graden zal plaatshebben, bij wege van vergelijkend examen, op grond van het bepaalde in 1°, respectievelijk 2° van artikel 20, tweede lid,van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Voor zover het ontwerp betrekking heeft op de graden van commissaris derde klasse en commissaris van werken derde klasse zijn algemene opmerkingen te maken.

A. De ambtenaren met die graden behoren tot de aan het Hoog Comité van toezicht verbonden administratie.

.../...

Een koninklijk besluit van 25 april 1958 (1), gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 19 oktober 1959 en 18 juni 1963, had voor het personeel van die administratie bijzondere regelen vastgesteld. De leden van dat personeel zijn Rijksambtenaar ; het koninklijk besluit van 25 april 1958 had hen niet geheel onttrokken aan de toepassing van het statuut van 2 oktober 1937; het had hen gewoon onderworpen aan een aantal bijzondere wervings- en bevorderingsregelen. Deze kwamen niet overeen met de nieuwe van het koninklijk besluit van 16 maart 1964, en zijn door artikel 9 daarvan dan ook opgeheven. In zijn advies over het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 16 maart 1964, heeft de Raad van State het koninklijk besluit van 25 april 1958 vermeld onder de besluiten waarop de toen ontworpen algemene opheffingsbepaling betrekking had (2).

Inzake werving en bevordering gelden voor de ambtenaren van de aan het Hoog Comité van toezicht verbonden administratie dus niet meer de bijzondere regelen die waren ingevoerd door het koninklijk besluit van 25 april 1958, maar de gemeenrechtelijke regelen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, en van de besluiten die het aanvullen.

.../...

---

(1) Koninklijk besluit van 25 april 1958 betreffende de werving en de bevordering van het aan het Hoog Comité van toezicht verbonden personeel.

(2) Uittreksels uit dit advies zijn opgenomen in de Algemene Onderrichting van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt van 31 juli 1964 (Belgisch Staatsblad van 10 november 1964, bladzijden 11.782 tot 11.784, inzonderheid bladzijde 11.783).

Ook de voorschriften van dat besluit van 25 april 1958 die niet rechtstreeks tot doel hebben te bepalen hoe de ambtenaren van de aan het Hoog Comité van toezicht verbonden administratie aangeworven en bevorderd worden, blijken stilzwijgend opgeheven of overbodig geworden te zijn ingevolge nieuwe bepalingen, onder meer die van het koninklijk besluit van 16 november 1967 tot oprichting van een afsluiting, inzake bevordering en verandering van graad, tussen de aan het Hoog Comité van toezicht verbonden administratie en de andere administraties van de diensten van de Eerste Minister. De Regering behoort dan ook na te gaan of geen besluit dient te worden vastgesteld dat het besluit van 25 april 1958 in al zijn bepalingen uitdrukkelijk zou opheffen.

B. De reden waarom het ontwerp de werving bij vergelijkend examen invoert voor de benoeming tot commissaris derde klasse en commissaris van werken derde klasse, ligt hierin dat die graden thans de laagste zijn in de hiërarchie der graden van commissaris.

In het organiek kader van de aan het Hoog Comité van toezicht verbonden administratie, zoals het vastgesteld was bij het koninklijk besluit van 16 januari 1963, kwamen betrekkingen voor van adjunct-commissaris en adjunct-commissaris van werken. In het nieuwe kader, dat werd vastgesteld bij het koninklijk besluit van 4 september 1967, komen geen betrekkingen meer voor die met die graden overeenstemmen. Het koninklijk besluit van 11 oktober 1968 tot wijziging en aanvulling van het koninklijk besluit van 17 maart 1967 houdende vaststelling van de weddeschalen der bijzondere graden in de diensten van de Eerste Minister vermeldt als afgeschaft de graden van "adjunct-commissaris" en "adjunct-commissaris van werken".

.../...

De nieuwe tabel van de graden, vastgesteld bij het koninklijk besluit van 5 april 1968, vermeldt die graden nochtans nog onder rang 21.

Om verwarring te voorkomen en opdat de tabel van de graden haar nut behoudt, wijzige men die tabel niet dan uitdrukkelijk. Er dient dus een besluit te worden vastgesteld waarbij met ingang van 1 juli 1967 wordt geschrapt, de vermelding van de graden van "adjunct-commissaris van werken" en "adjunct-commissaris" in de tabel die gevoegd is bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 april 1968.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Aanhef.

Vooraan in de aanhef moet worden verwezen naar artikel 66, tweede lid, van de Grondwet, waaraan het ontwerp zijn rechtsgrond ontleent.

Ook moet een omstandiger motivering van de bepalingen gegeven worden dan nu het geval is in de considerans die het tweede lid van de aanhef vormt.

Voordracht door de Minister van het Openbaar Ambt impliceert noodzakelijk dat deze zijn akkoord geeft voor alle bepalingen van het ontwerp en zelfs dat hij ze tot de zijne maakt. Het is dan ook overbodig en zelfs onlogisch in het vijfde lid van de aanhef melding te maken van het akkoord van die Minister.

*

* *

.../...

Bij het ontwerp zijn nog een aantal opmerkingen te maken die alleen de vorm betreffen en geen commentaar behoeven; zij zijn in de hierna voorgestelde tekst verwerkt.

KONINKLIJK BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN DE WIJZE WAAROP SOMMIGE GRADEN BIJ DE DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER WORDEN VERLEEND.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, inzonderheid op de artikelen 6 en 20;

Overwegende enerzijds dat voor de ambten van commissaris derde klasse en commissaris van werken derde klasse krachtens hun aard een bijzondere geschiktheid vereist is die aan de hand van een examen moet worden getoetst, en anderzijds dat bij de diensten van de Eerste Minister de graden van klasseerder en bode-kamerbewaarder niet bij wege van bevordering kunnen worden verleend;

Gelet op het advies van de syndicale raad van advies van de diensten van Eerste Minister wat de graden van klasseerder en bode-kamerbewaarder betreft;

Gelet op het advies van de personeelsraad van het Hoog Comité van toezicht, wat de graden van commissaris derde klasse en commissaris van werken derde klasse betreft;

.../...

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en van Onze Minister van het Openbaar Ambt,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Bij wege van vergelijkend wervingsexamen worden verleend :

a) in de aan het Hoog Comité van toezicht verbonden administratie, de graden van commissaris derde klasse en commissaris van werken derde klasse, ingedeeld bij rang 22;

b) in alle diensten van de Eerste Minister, de graden van klasseerder en bode-kamerbewaarder, ingedeeld bij rang 41.

...(voorts zoals in het ontwerp) ...

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J. MASQUELIN, conseillers d'Etat,
Madame : G. CISELET, staatsraden,
Mevrouw :

Messieurs : G. ARONSTEIN, assesseurs de la
de Heren : F. RIGAUX, section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. VAN BUNNEN.